

La longue marche arrière de Trump se poursuit



Le président des États-Unis, Donald Trump, poursuit sa marche arrière accélérée vers les moments les plus ténébreux des relations internationales en pleine guerre froide et une preuve en est est la signature hier d'un ordre exécutif pour maintenir ouvert l'ignominieux camp de détention de la navale de Guantanamo qui usurpe une portion du territoire cubain que les États-Unis occupent contre la volonté du gouvernement et du peuple cubains.

Ce centre a été le résultat des mesures disproportionnées prises par le gouvernement de Bush fils après les attaques contre les tours jumelles de New York, perpétrées le 11 septembre 2001.

Après ces événements, le gouvernement des États-Unis a décidé d'attaquer et d'occuper le territoire de l'Afghanistan sous prétexte qu'on y protégeait les présumés auteurs intellectuels des attentats, donnant lieu ainsi à une guerre sanglante qui fait encore de nombreuses victimes.

L'administration Bush a déclaré le combat universel contre le terrorisme, selon sa version de ce phénomène et, aux personnes faites prisonnières au combat, tant en Afghanistan qu'en Irak et ailleurs, se sont jointes d'autres d'un grand nombre de pays qui ont été enlevées au cours d'opérations qui ont violé les lois internationales et qui ont été effectuées avec la complicité de certains pays.

Pour enfermer ce grand nombre de personnes hors du cadre légal des États-Unis, l'on a décidé d'ouvrir dans la base de Guantànamo ce camp de détention où les prisonniers ont souffert toute sorte d'abus, d'injustices et de tortures.

Ces prisonniers n'étaient sujets à aucun mécanisme de justice et beaucoup ont été maltraités, jugés et condamnés sans savoir même les motifs pour lesquelles ils se trouvaient dans cet enfer.

À un moment donné, ce centre a accueilli 800 détenus de 44 pays et il est vite devenu un souvenir ignominieux des camps de concentration nazis durant la Seconde Guerre Mondiale, soulevant la condamnation de tous les esprits lucides de la planète.

Pendant sa campagne électorale, l'ex-président Barack Obama avait promis la fermeture de ce camp de détention mais il a vite découvert qu'il y a loin de la coupe aux lèvres car il fallait vaincre les lourds appareils bureaucratiques qui fonctionnent dans son pays. Il a terminé ses deux mandats sans avoir réussi à tenir sa promesse.

En ce moment, il y a dans cette prison honteuse quelque 41 détenus qui se trouvent tous dans un limbe juridique, sans aucune protection légale et aussi face à l'attitude impassible d'organismes comme la Cours Pénale Internationale qui se montre très diligente quand une quelconque faute est commise dans un pays pauvre mais qui reste muette, aveugle et sourde si la coupable est une puissance d'autant plus s'il s'agit de la principale puissance de la planète, en termes économiques et militaires.

Maintenant, le président Trump, qui insiste à faire marche arrière à la pendule de l'histoire, a décidé de maintenir ouvert ce trou noir de la conscience humaine, ce qui laisse présager que de nouveaux prisonniers, dont les droits seront effacés d'un trait de plume, commenceront de nouveau à y être envoyés.

C'est une occasion propice pour rappeler au monde entier une sentence de notre Héros National José Martí qui dit : « Le criminel qui sourit au crime, qui le voit et qui ne l'attaque pas.....

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/153987-la-longue-marche-arriere-de-trump-se-poursuit>



Radio Habana Cuba